



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction. De nombreuses inégalités persistent, tant dans les carrières, le déroulement des parcours professionnels qu'en matière de rémunération.

Afin de passer d'une égalité statutaire à une égalité réelle, les employeurs publics doivent mettre en œuvre toutes les mesures de nature à garantir l'égalité salariale et l'égalité des droits dans le déroulement de la carrière des agents publics, quel que soit leur statut – titulaires ou non titulaires.

Les enjeux en faveur de l'égalité professionnelle sont multiples :

- respecter les obligations légales et réglementaires ;
- promouvoir le bien-être au travail pour tous les agentes et les agents ;
- jouer un rôle d'exemplarité sur l'ensemble de la société par un effet de levier ;
- mettre en cohérence son action interne avec la vocation d'intérêt général dévolue aux politiques publiques ;
- moderniser la gestion des ressources humaines et donner une image positive de la Collectivité.

Le cadre légal est venu légitimer et sécuriser l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité femmes-hommes. Au-delà de la politique volontariste engagée par les collectivités, plusieurs lois et décrets sont venus encadrer la démarche.

Récemment, la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 est venue renforcer le principe de l'égalité en obligeant les collectivités à mettre en place des mesures visant à réduire les inégalités entre les agents dans quatre domaines définis :

1. Évaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Au-delà des obligations réglementaires, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de l'égalité professionnelle réside dans une volonté :

- D'agir sur les inégalités constatées dans plusieurs domaines en lien avec la politique des Ressources Humaines :
 - en améliorant la perception des agents et en instaurant un sentiment d'équité ;
 - en pensant des leviers de compensation dans le cadre de projets structurants visant à réduire les écarts.
- D'instaurer et faire vivre une culture de l'égalité professionnelle porteuse de valeurs nobles et citoyennes :
 - en dépassant les représentations sur les métiers les plus genrés ;
 - en adoptant une communication non stéréotypée ;
 - en sensibilisant à la question de l'égalité professionnelle et aux discriminations.
- D'améliorer la qualité de vie au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle par une meilleure prise en compte des contraintes personnelles :
 - en reposant l'organisation et le fonctionnement ;
 - en proposant des services facilitateurs aux agents.

La Métropole s'engage à faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes, en permettant aux agentes et aux agents de bénéficier d'une meilleure connaissance de la situation de la Collectivité en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes, d'être davantage sensibilisés sur ce sujet et de pouvoir contribuer à l'engagement de la Métropole par les actions menées sur son territoire.

L'élaboration du plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle est le résultat d'une démarche de co-construction et de concertation avec l'ensemble des parties prenantes au projet : les agents, les managers, les organisations syndicales et les élus.

Ce premier plan d'actions présenté en Comité Technique, dans sa séance du 18 mars 2021, constitue un premier support pour amorcer une véritable politique en faveur de l'égalité et poursuivre la réflexion engagée, sur la base des actions proposées.

Il s'articule autour de 11 résultats attendus à l'horizon 2024 et 20 actions déjà déterminées. Pour chaque action, sont précisés les axes réglementaires, les résultats attendus sur les bénéficiaires et le calendrier prévisionnel de réalisation. L'ensemble des actions définies dans le cadre du plan d'actions seront réunies au sein d'un catalogue qui détaillera de façon opérationnelle leur contenu et leurs conditions de mise en œuvre.

Il a vocation à être enrichi dans sa déclinaison opérationnelle grâce aux travaux qui seront menés, notamment par l'observatoire qui sera mis en place en interne de la Collectivité.

Il fera l'objet d'un bilan annuel et sera annexé au rapport annuel 2021 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle femmes-hommes 2021-2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation égalité professionnelle
- Rapport de situation comparée au 31/12/2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.